

**ASSOCIATION GABONAISE DU SYSTEME PAN AFRICAIN DE
CERTIFICATION FORESTIERE PAFC GABON**



SCHEMA DE CERTIFICATION FORESTIERE PAFC GABON

**Exigences pour les organismes certificateurs de la chaîne
de contrôle PAFC Gabon**

Version 2.3 – Février 2014

Avec le soutien financier de :



PAFC GABON
B.P : 23.834 Libreville, Gabon
Tél. : (+241) 06.70.40.68 / 05.33.66.44
Email : rose.ondo@pafc-gabon.org
Site internet: www.pafc-gabon.org

Table des matières

1.	Généralités	3
1.1.	Documents normatifs de référence	3
2.	Exigences à satisfaire par l'organisme certificateur (OC)	3
	Portée de la certification	3
2.1.	Instance responsable des décisions de certification	4
2.1.1.	Structure documentée	4
2.1.2.	Personnel de l'OC	4
2.2.	Suspension/radiation de certification	5
3.	Exigences en matière de certification	5
3.1.	Demande de certification	5
3.2.	Procédures internes à l'OC	5
3.2.1.	Procédures de certification	5
3.2.2.	Procédures d'audit	5
3.3.	Préparation de l'audit.....	6
3.4.	Évaluation de la chaîne de contrôle de l'entreprise.....	6
3.4.1.	Durée des audits initiaux	6
3.4.2.	Certification multi sites.....	6
3.5.	Rapport d'évaluation et fourniture des pièces dans le rapport.....	7
3.6.	Décision en matière de certification	7
3.6.1.	Non conformités.....	7
3.6.2.	Document de certification.....	7
3.6.3.	Périodicité des procédures de suivi et de renouvellement.....	8

1. Généralités

La certification de la chaîne de contrôle est délivrée pour une durée de 5 ans par des **organismes certificateurs indépendants**, compétents, disposant des moyens adéquats et accrédités par le COFRAC (ou tout autre organisme d'accréditation membre d'EA ou IAF) sur la base du guide ISO 65 et sur la base des présentes règles pour la vérification de la chaîne de contrôle des produits forestiers.

Par ailleurs, l'OC informe sans délai PAFC Gabon de :

- la délivrance de tout nouveau certificat de chaîne de contrôle ainsi que tous changements liés aux certificats déjà délivrés ;
- la liste des sites concernés en cas de certification multisites.

En cas de certification multi sites couvrant plusieurs pays, l'OC transmet la liste des sites concernés à l'organisation nationale PEFC où se situe le siège social de l'entreprise (ou directement à PEFC lorsqu'elle n'existe pas). Cette organisation nationale PEFC transmet alors aux autres organisations nationales PEFC la liste des sites qui les concernent.

L'OC est chargé de vérifier la bonne utilisation de la marque PAFC et PEFC par les entités certifiées.

Les exigences définies ci-dessous s'appliquent aux OC de la chaîne de contrôle pour toute demande d'accréditation pour la délivrance de ce certificat de chaîne de contrôle PAFC.

Le terme « entreprise » utilisé dans ce document désigne une entreprise individuelle, ou un groupe d'entreprises dans le cas d'une certification multi sites, titulaire ou postulant à un certificat de chaîne de contrôle PAFC.

L'organisme certificateur est tenu à la confidentialité des informations. S'il transmet des informations au PEFC Council ou à PAFC Gabon, il doit avoir l'accord écrit de l'entreprise pour le faire.

1.1. Documents normatifs de référence

Le référentiel de chaîne de contrôle comprend les documents suivants :

- Exigences relatives à la chaîne de contrôle des produits forestiers et à base de bois PAFC [ce document est issu de la traduction du document PEFC ST 2002 : 2013 du référentiel technique international de PEFC] ;
- Règles d'utilisation et de protection de la marque PAFC ;

2. Exigences à satisfaire par l'organisme certificateur (OC)

Seules les exigences spécifiques à ce domaine sont ici précisées, étant entendu que les exigences générales des référentiels d'accréditation et procédures en vigueur s'appliquent (normes ISO et AIF).

Tout OC candidat ou accrédité doit se tenir à jour des documents de référence et prendre en compte la réglementation applicable en vigueur.

Portée de la certification

La portée de la certification est définie par le référentiel de la chaîne de contrôle PAFC. Le référentiel de l'OC doit comprendre au moins l'ensemble des exigences contenues dans ledit référentiel.

2.1. Instance responsable des décisions de certification

L'instance responsable des décisions de certification de l'OC doit comprendre une ou plusieurs personne(s) compétente(s) dans le domaine de la filière bois et maîtrisant le référentiel national de chaîne de contrôle ainsi que tout le personnel compétent pour les activités fondamentales (contractualisation, audit, surveillance, etc.)

2.1.1. Structure documentée

La structure documentée, garante de l'impartialité de l'OC, comprend *a minima* les parties concernées suivantes :

- un représentant mandaté par PAFC Gabon,
- deux représentants titulaires d'un certificat de chaîne de contrôle PAFC,
- deux représentants des utilisateurs et/ou prescripteurs de produits à base de bois.

2.1.2. Personnel de l'OC

L'organisme de certification doit s'assurer que tous les membres de l'équipe d'audit :

- ont un niveau d'éducation secondaire ;
- ont suivi des cours spécifiques aux industries du bois ou similaire ou une expérience professionnelle dans le domaine ;
- ont suivi, dans les deux dernières années, une formation PEFC Council ou PAFC Gabon concernant la chaîne de contrôle des produits forestiers ;
- ont réussi une formation sur les techniques d'audit basée sur les normes ISO 19011 ;
- pour la première qualification d'un auditeur, ont au moins trois ans d'expérience professionnelle dans la filière forêt-bois ou un an, si l'auditeur a une formation universitaire ou équivalente dans le domaine ;
- ont conduit dans les trois dernières années, quatre audits de chaîne de contrôle pour au moins quatre entreprises sous la supervision d'un auditeur qualifié ou deux audits pour les auditeurs qualifiés pour ISO 9001 ou 14001 dans la filière forêt-bois.
- ont des connaissances et des compétences concernant les techniques, procédures et principes d'audit
- ont des connaissances et des compétences concernant le contexte de l'entreprise ;
- ont des connaissances et des compétences en matière de législation internationale et nationale applicable relative au secteur forêt-bois ;
- maîtrisent le référentiel de chaîne de contrôle et le processus de certification.
- maîtrisent la terminologie, le savoir, la compréhension et les compétences concernant :
 - les principes et exigences de la chaîne de contrôle,
 - les produits, processus et pratiques du secteur spécifique, les flux et mesurage de matière première, ainsi que les mesures de contrôle ;
 - l'application de systèmes de gestion aux industries du bois ;
 - les systèmes et technologies d'information pour l'autorisation, la sécurité, la distribution et le contrôle des documents, données et archives ;
 - L'application de labels et déclaration PEFC et autres ;
 - L'application de mesures de manière à éviter les approvisionnements de matière première provenant de sources controversées, notamment la méthodologie et les indicateurs permettant d'évaluer les risques.

Les équipes d'audit peuvent être renforcées par des experts dans un domaine particulier si nécessaire.

Les auditeurs, afin de maintenir leur qualification, doivent au moins effectuer cinq audits, dont au moins deux audits de chaîne de contrôle, et couvrant au total au moins 7 homme.jours.

L'organisme certificateur possède une procédure documentée pour la sélection et la nomination de l'équipe d'audit, notamment le chef d'équipe d'audit.

L'organisme certificateur documente le processus qu'il met en place de manière à s'assurer que les auditeurs remplissent les exigences ci-dessus. Il évalue annuellement ses auditeurs dans leur utilisation des méthodes telles que l'observation, la revue de documents etc. de manière à apprécier les besoins en formation.

2.2. Suspension/radiation de certification

L'OC ne peut procéder à aucune suspension de certificat de chaîne de contrôle à la demande de l'entreprise, sauf cas de force majeure documenté.

Après radiation, une entreprise qui s'est vu retirer son certificat de chaîne de contrôle, devra se soumettre à une nouvelle procédure de certification initiale pour récupérer son certificat.

L'OC informe sans délai PAFC Gabon de toute entreprise radiée ou suspendue en indiquant :

- les motifs de la radiation ou de la suspension ;
- en cas de suspension, la durée (inférieure à un an).

3. Exigences en matière de certification

3.1. Demande de certification

L'entreprise doit fournir les éléments suivants lors de sa candidature à la certification de sa chaîne de contrôle :

- Le nom, l'adresse et le statut légal de la personne morale ;
- Ses procédures documentées de chaîne de contrôle ;
- Une description des produits concernés par la chaîne de contrôle (par site et par produit) : notamment la méthode de chaîne de contrôle, la méthode de calcul du pourcentage de produits certifiés, le transfert de pourcentage de certification aux produits, la définition appliquée de l'origine, l'application prévue des règles d'usage du logo PEFC/PAFC ;
- Les sites concernés par la chaîne de contrôle en cas de certification multi-site.

3.2. Procédures internes à l'OC

3.2.1. Procédures de certification

Les organismes de certification doivent établir des procédures internes pour la certification de la chaîne de contrôle PAFC compatibles avec les exigences définies dans le guide ISO 65 et les exigences incluses dans le document PEFC ST 2003:2012 relatif aux exigences pour les organismes certificateurs de Chaîne de Contrôle selon le standard de PEFC International.

3.2.2. Procédures d'audit

Les organismes de certification doivent établir des procédures d'audit compatibles avec les normes ISO

19011.

3.3. Préparation de l'audit

Le programme d'audit est établi pour chaque audit. Il spécifie :

- le déroulement et la planification de l'audit,
- la liste des sites à échantillonner (dans le cas d'une certification multi-site).

Ce programme est communiqué à l'entreprise et les dates arrêtées préalablement en concertation avec l'entreprise.

L'organisme certificateur doit, préalablement à l'audit de terrain, vérifier la documentation de la chaîne de contrôle de l'entreprise afin d'en déterminer la conformité avec les critères d'audit.

3.4. Évaluation de la chaîne de contrôle de l'entreprise

L'évaluation initiale doit être menée en suivant les recommandations du paragraphe 6.5 de la norme ISO 19011.

L'organisme certificateur vérifie que :

- les procédures internes sont conformes aux exigences du standard de chaîne de contrôle national ;
- les procédures sont connues et mises en oeuvre ;
- les documents nécessaires à la connaissance de l'origine des bois entrant dans l'entreprise et à la cohérence des entrées et des sorties sont tenus à jour ;
- les enregistrements correspondants sont archivés. Il en vérifie la cohérence et l'exactitude par des sondages faits à partir de documents associés aux produits entrants et aux produits sortants
- le système mis en place afin d'éviter l'approvisionnement en sources controversées est bien conforme au standard et qu'il est effectivement mis en oeuvre ;
- les règles d'utilisation du logo PEFC sont conformes à la procédure et effectivement mis en oeuvre.

L'audit doit également permettre de mettre également en exergue les potentielles améliorations de la chaîne de contrôle de l'entreprise.

3.4.1. Durée des audits initiaux

La durée des audits de certification tient compte de la nature de l'entreprise et de la complexité de sa chaîne de contrôle et doit être dûment justifiée.

La durée minimale est d'une demi-journée sur site par entreprise hors déplacement.

3.4.2. Certification multi sites

Si des sites concernés opèrent pour des activités différentes, il y a lieu dans un premier temps d'identifier chaque type d'activité et les sites concernés par cette activité.

Dans un deuxième temps, il est nécessaire d'auditer en sus du bureau central, $\forall n$ du nombre de sites concernés.

La durée minimale est d'une demi-journée par site hors déplacement.

3.5. Rapport d'évaluation et fourniture des pièces dans le rapport

Le rapport d'évaluation est conforme à la clause 11 du guide ISO 65 et aux clauses 6.6.1 et 6.6.2 de la norme ISO 19011.

Les documents examinés et contrôlés sont mentionnés de manière explicite dans le rapport d'audit.

Le rapport comprend :

- L'identification des organisations, des processus, des groupes de produits et des produits concernés par l'audit ;
- La définition des critères de certification applicables à la chaîne de contrôle de l'entreprise (par produits ou groupes de produits s'ils diffèrent).

3.6. Décision en matière de certification

3.6.1. Non conformités

Les conclusions de l'audit sont classées en non-conformité majeure, non-conformité mineure et en observations.

Toutes les non-conformités majeures ou mineures doivent être corrigées et les actions correctives vérifiées avant la délivrance de la certification.

Un plan d'actions correctives inscrit dans le temps doit être élaboré. L'organisme de certification l'examine et l'accepte. L'entreprise a au maximum trois mois pour corriger une non-conformité majeure et jusqu'au prochain audit pour les non-conformités mineures.

L'organisme vérifie toutes les actions correctives identifiées pendant les audits.

3.6.2. Document de certification

Le certificat doit comporter au minimum les éléments suivants :

- nom ou raison sociale et adresse du bénéficiaire du certificat ;
- dans le cas d'un groupe d'entreprises, liste des sites concernés, avec leurs activités et les méthodes de contrôle retenues ;
- date de prise d'effet de la certification et date de fin de validité du certificat (5 ans après la date de certification ou de renouvellement) ;
- le numéro de chaîne de contrôle ;
- la référence au règlement PAFC de chaîne de contrôle en vigueur ainsi qu'une référence aux documents internationaux correspondants, PEFC ST 2002:2010 et PEFC ST 2001:2010 ;
- les produits concernés par la chaîne de contrôle ;
- pour chaque activité, la méthode de chaîne de contrôle retenue ;
- le logo de l'organisme d'accréditation ainsi que le numéro d'accréditation conformément aux règles de celui-ci, explicitant qu'il s'agit d'une certification accréditée ;
- le logo PAFC et le logo PEFC.

3.6.3. Périodicité des procédures de suivi et de renouvellement

La période maximale entre la conduite de deux audits de suivi est établie à un an.

Un audit de renouvellement intervient tous les 5 ans.

Un audit documentaire peut être envisagé à la demande de l'organisme certificateur 6 mois après l'audit initial pour vérifier la bonne tenue de certains documents.

La durée des audits de suivi et de renouvellement est identique à celle des audits initiaux.

Pour les audits de certification multi sites, la taille de l'échantillon reste inchangée pour les audits de suivi et de renouvellement et est égale à \sqrt{n} par site en plus du bureau central.